

Troubles en Afrique du Sud

Le président dénonce des violences xénophobes "inacceptables", tirs de la police

AFP
Johannesburg/Afrique du Sud

LE président sud-africain Cyril Ramaphosa a condamné les violences xénophobes "totalement inacceptables" qui secouent depuis trois jours du pays, notamment sa plus grande ville Johannesburg où la police a tiré mardi des balles en caoutchouc pour prévenir de nouveaux pillages de commerces tenus par des étrangers.

Depuis dimanche, des dizaines de magasins ont été vandalisés à Johannesburg et dans la capitale Pretoria, des poids lourds soupçonnés d'être conduits par des étrangers incendiés dans la province du KwaZulu-Natal (nord-est) et au moins une personne tuée dans des circonstances encore non éclaircies.

A Johannesburg, la police a repoussé des centaines de personnes armées de briques et de pierres dans le centre-ville et dispersé à coups de balles en caoutchouc des émeutiers dans le township d'Alexandra, qui jouxte le quartier financier de Sandton.



Cyril Ramaphosa s'est insurgé...

La nuit précédente, de nombreux magasins avaient été pillés et détruits dans le township. Jusque-là silencieux, le président Cyril Ramaphosa a finalement pris la parole mardi après-midi pour "condamner dans les termes les plus forts" les violences xénophobes. "Les attaques visant des commerçants étrangers sont totalement inacceptables", a-t-il insisté dans une vidéo postée sur Twitter, "je veux que cela cesse immédiatement". "Il ne peut y avoir aucune justification pour qu'un Sud-Africain s'en prenne à des gens d'autres pays", a insisté le président de la

"nation arc-en-ciel" rêvée par son prédécesseur et mentor Nelson Mandela, qui a convoqué une réunion ministérielle d'urgence. L'Afrique du Sud, économie subsaharienne la plus développée du continent, est le théâtre régulier de violences xénophobes, nourries par le fort taux de chômage et la pauvreté. Cette nouvelle poussée de fièvre a pris une tournure continentale. Le président de la commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a dénoncé mardi des attaques "abjectes". Le chef de l'Etat nigérian Muhammadu Buhari s'est



...contre les pillages et autres troubles

lui dit "très inquiet" de ces violences contre les immigrants africains, notamment ceux venus de son pays, et annoncé l'arrivée d'un "envoyé spécial" en Afrique du Sud. - 'Ils ont tout brûlé' - Lundi, son gouvernement avait menacé de prendre des "mesures décisives" contre l'Afrique du Sud. "Les attaques perpétuelles contre les ressortissants nigériens et leurs intérêts économiques en Afrique du Sud sont inacceptables", s'était-il insurgé lundi sur Twitter, "trop c'est trop !". De nombreuses personnalités nigérianes ont appelé au "boycott total" des entreprises sud-africaines,

telles que le fournisseur de programmes télévisés DSTV ou le géant des télécommunications MTN et à renvoyer l'ambassadeur d'Afrique du Sud au Nigeria. Les violences des derniers jours ont causé une vive inquiétude dans les communautés immigrées de Johannesburg. "Ils ont tout brûlé", a témoigné mardi à l'AFP un commerçant originaire de Bangladesh, Kamrul Hasan, devant son commerce incendié du township d'Alexandra. "Tous les six mois, c'est la même chose. Alors pourquoi rester ici? J'ai tout perdu. Si le gouvernement

(sud-africain) paie mon billet d'avion, je rentrerai au Bangladesh", a-t-il assuré. "Notre nation brûle et saigne", a dénoncé le chef du principal parti d'opposition, Mmusi Maimane, à la tête de l'Alliance démocratique (DA). "Les Sud-Africains ont peur et n'ont pas d'espoir pour l'avenir (...) Nous constatons un effondrement économique et social, et les manifestations violentes, les pillages, des destructions à grande échelle (...) en est la preuve évidente", a-t-il lancé. La vague de violences et de pillages a débuté dimanche après la mort de trois personnes dans l'incendie encore inexpliqué d'un bâtiment du centre ville de Johannesburg, avant de se propager à d'autres quartiers de la ville, puis à Pretoria. Plus de 110 personnes ont été arrêtées, selon les derniers chiffres des autorités. En 2015, sept personnes avaient été tuées au cours de pillages visant des commerces tenus par des étrangers à Johannesburg et à Durban (nord-est). En 2008, des émeutes xénophobes avaient fait 62 morts dans le pays.

Cameroun/Procès

Le leader séparatiste va faire appel de sa condamnation à la prison à vie

AFP
Yaoundé/Cameroun

LE leader des séparatistes anglophones au Cameroun, Julius Ayuk Tabe, et neuf de ses partisans ont décidé de faire appel de leur récente condamnation à la prison à vie par le tribunal militaire de Yaoundé, a appris l'AFP mardi auprès d'un de leurs avocats. "Nous avons notifié à la Cour d'appel du Centre (à Yaoundé) la décision de nos clients de (faire) appel du jugement les condamnant à vie", a affirmé à l'AFP Me

Joseph Fru, membre d'un collectif d'avocats créé pour assurer la défense des séparatistes. "Nous sommes actuellement en train de constituer les dossiers d'appel", a-t-il ajouté. "Il semble que le tribunal militaire a rendu un verdict et une condamnation expéditifs sans donner aux accusés une occasion véritable de se défendre", a commenté Lewis Mudge, directeur pour l'Afrique centrale à Human Rights Watch (HRW), dans un communiqué. Le tribunal militaire de Yaoundé a admis "des milliers de pages de décla-



Le leader des séparatistes anglophones Julius Ayuk Tabe

rations et de documents comme preuves contre les prévenus et plus de 1.000 éléments de pièces à conviction, comme des fusils, des lances et des ordinateurs

portables", a détaillé l'ONG. Elle a regretté que les avocats de la défense n'aient pas eu connaissance de ces éléments avant le procès pour pouvoir les "examiner, (les) aborder avec leurs clients ou (les) remettre en question efficacement". La condamnation à vie de M. Tabe et ses neuf partisans avait été assortie d'une condamnation à payer 262 milliards de FCFA (environ 400 millions d'euros), représentant les dommages et intérêts et les frais de frais du procès, selon HRW. Julius Ayuk Tabe est le président autoproclamé de l'Ambazonie, l'Etat que les séparatistes veulent créer

dans les deux régions anglophones, dans l'ouest du Cameroun. En 2016, une partie des habitants des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont commencé à manifester pour demander davantage de reconnaissance de l'Etat central. Depuis, les manifestations ont dégénéré en conflit armé. M. Ayuk Tabe avait été interpellé avec 46 autres indépendantistes à Abuja début janvier 2018 par les services de renseignement nigériens. Ils avaient ensuite été transférés à Yaoundé. Une extradition qui a été jugé illégale par la justice nigérienne en mars 2019.

Libye/Migrations

Un centre de réfugiés du HCR "surpeuplé" faute de pays d'accueil

AFP
Tripoli/Libye

LE Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU a déploré mardi le surpeuplement de son centre d'accueil dans la capitale libyenne, réclamant davantage de places dans les pays d'accueil pour y réinstaller les réfugiés vulnérables. Le HCR a regretté dans un communiqué des "solutions très limitées" pour évacuer les migrants vulnérables

hors de Libye, théâtre de violences persistantes depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. "Le HCR continue de réclamer davantage de places pour la réinstallation et l'évacuation" des migrants. L'organisation affirme que son centre de rassemblement et de départ à Tripoli est aujourd'hui "surpeuplé". 1.000 personnes y sont hébergées pour une capacité d'accueil de 700, selon la même source.

"Les infrastructures et les services du centre sont surexploités et les conditions de vie se détériorent", a averti le HCR. Créé en décembre 2018, le Centre de rassemblement et de départ du HCR, sert de point de transit pour les migrants et réfugiés, détenus arbitrairement et identifiés comme "les plus vulnérables", pour lesquels une solution a été trouvée en dehors de Libye. Plus de 400 migrants, y ont débarqué après la frappe aé-

rienne ayant visé le 3 juillet leur centre de détention à Tajoura dans la banlieue-est de la capitale qui a fait 53 morts, selon le communiqué. De nombreuses autres personnes qui n'étaient pas détenues à Tajoura et qui ne sont pas enregistrées par le HCR, y sont rentrées "spontanément", provoquant le surpeuplement des lieux, a-t-on ajouté de même source. Malgré les violences persistantes depuis la chute en

2011 du régime de Kadhafi, la Libye reste un important point de transit pour les migrants fuyant l'instabilité dans d'autres régions d'Afrique et du Moyen-Orient et qui cherchent à rejoindre l'Europe. Organisations humanitaires et institutions internationales s'alarment de la situation de milliers de migrants en Libye, pris au piège des combats depuis début avril entre les forces loyales au Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par

l'ONU et celles du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est libyen. Selon l'ONU, 4.900 réfugiés et migrants sont détenus actuellement dans des centres relevant du GNA, parmi lesquels 3.500 se trouvent à proximité des combats qui se déroulent au sud de la capitale. "Par ailleurs, un nombre inconnu de personnes seraient détenues dans d'autres centres de détention non officiels, dans des situations précaires", selon la même source.